**LETTRE DE CESSER ET DE S'ABSTENIR**

|



Cher \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (président, procureur américain, gouverneur, agent de santé publique, maire, etc.)

Votre déclaration d'état d'urgence pour les critères de diagnostic COVID-19 pour une série de symptômes liés à la pneumonie et à la grippe et les allégations de l'existence d'un «nouveau coronavirus» sont basées sur des hypothèses fausses.

1. Selon la publication du Groupe d'étude sur les *coronaviridés* (CSG) du Comité international de taxonomie des virus (ICTV) du 2 mars 2020, les données préliminaires suggérant qu'il y avait suffisamment de variations pour déterminer cela en tant que nouveau virus par rapport à une mutation de coronavirus connus étaient ne reposait pas sur des principes scientifiques établis mais répondait à la déclaration préalable non fondée de l'Organisation mondiale de la santé de nouveauté du virus et d'une nouvelle maladie;
2. Il n'a pas pu y avoir de vérification indépendante des modèles épidémiologiques prévoyant des taux d'infection et de mortalité extrêmes car les modèles et les données sous-jacents n'ont pas été publiés et, lorsqu'ils ont été recherchés, auraient été corrompus afin de rendre leur examen impossible;
3. En violation de la loi de l'État, aucune preuve médicale ou scientifique n'a été fournie pour établir des liens de causalité entre le SRAS CoV-2 et les symptômes de COVID-19 s'appuyant plutôt sur des rumeurs et des conjectures de gouvernements étrangers;
4. Depuis 2003, le Département américain de la santé et des services sociaux et leurs organisations subordonnées - le National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID) et les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) - ont maintenu un brevet empêchant toute organisation indépendante de tester la présence de coronavirus transmissible à l'homme jusqu'en 2018, entraînant un manque total de technologies de test;
5. Aucun responsable de l'État n'a examiné l'exactitude ou la véracité des déclarations de causalité faites dans la déclaration d'urgence qui contiennent des déclarations fausses, trompeuses et induisant le terrorisme;
6. En violation d'un précédent juridique bien établi dans *Jew Ho c. Williamson, 103 F. 10, 26 (CCND Cal. 1900)* et des lois de santé publique subséquentes *,* des règles arbitraires et capricieuses ont été insinuées par une partie de la population qui n'ont pas été appliquées dans l'isolement illégal d'une population en bonne santé sans fondement scientifique;
7. Le gouverneur n'a pas fourni de tests adéquats pour confirmer ou nier la présence ou l'absence d'un «nouveau coronavirus» et, sur la base des rapports récents de tests de personnes incarcérées rapportés par Reuters, 96% des détenus testés positifs pour le coronavirus sont asymptomatiques démontrant un échec à établir même un lien statistique entre le virus et la maladie;
8. Ni le Gouverneur ni aucun agent de santé publique n'a suivi une science clinique fondée sur des preuves et évaluée par des pairs, montrant que ni la distanciation sociale jusqu'à 6 pieds de séparation ni le port de masques n'ont d'effet clinique sur une population en bonne santé et que l'institution de telles politiques est exclusivement destiné à inciter au terrorisme dans la population;

En raison de ces faits et d'autres faits établis, vos ordres et ceux qui découlent de ces ordres émis en violation de la Constitution de l'État sont illégaux et inapplicables. Je vous demande par la présente de cesser immédiatement et de vous abstenir de suspendre mes droits constitutionnels.

Cordialement,

Pour votre référence, veuillez examiner les faits suivants:

**Affirmation:**

Le 25 avril 2003, le Department of Health and Human Services Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis (ci-après «CDC») a déposé une demande aux États-Unis (numéro de demande Coronavirus isolé de l'homme ». Revendication 3 - US46592703P, par la suite délivré sous la forme du brevet américain 7 776 521) intitulé «Une méthode de détection d'un coronavirus associé au syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV) dans un échantillon…; et, revendication 4 - Un kit pour détecter un coronavirus associé au syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV) dans un échantillon…, a fourni au CDC un droit d'exclusion légale du marché pour la détection et l'échantillonnage du coronavirus associé au syndrome respiratoire aigu sévère ( SARS-CoV).**La sécurisation de ce droit conférait au CDC le droit exclusif de rechercher, d'exploiter commercialement ou d'empêcher d'autres de mener des activités impliquant SARS-CoV depuis 2003.**Le 24 septembre 2018, le CDC n'a pas payé les frais de maintenance requis sur ce brevet et leurs droits ont expiré avec aucune notification émise par la CDC alertant le secteur privé de cette décision.

**D'avril 2003 à septembre 2018, le CDC était propriétaire du SARS-CoV, de sa capacité à être détecté et de la capacité de fabriquer des kits pour son évaluation. Au cours de cette période de 15 ans, l'effet de l'octroi de ce droit - déclaré inconstitutionnel en 2013 par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Association for Molecular Pathology et al. v. Myriad Genetics - signifiait que l'exploitation commerciale de toute recherche ou activité commerciale aux États-Unis impliquant le SRAS-CoV constituerait une violation du brevet illégal du CDC.**

Il semble que, pendant la période d'application des brevets et après l'arrêt de la Cour suprême confirmant que les brevets sur le matériel génétique étaient illégaux, le CDC et l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses dirigés par Anthony Fauci (ci-après «NIAID» et «Dr Fauci», respectivement) ont conclu des échanges entre États (y compris, mais sans s'y limiter, en collaboration avec Ecohealth Alliance Inc.) et avec des pays étrangers (en particulier, l'Institut de virologie de Wuhan et l'Académie chinoise des sciences) par le biais de la subvention 2014 des Instituts nationaux de la santé de 2014 et suivants. R01AI110964 pour exploiter leurs droits de brevet.

Il apparaît en outre que, pendant la période d'application des brevets et après la décision de la Cour suprême confirmant que les brevets sur le matériel génétique étaient illégaux, le CDC et l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (ci-après «NIAID») ont conclu des échanges entre les États (y compris, mais sans s'y limiter, travailler avec l'Université de Caroline du Nord, Chapel Hill) et avec des pays étrangers (en particulier, l'Institut de virologie de Wuhan et l'Académie chinoise des sciences représentée par Zheng-Li Shi) via U19AI109761 (Ralph S.Baric), U19AI107810 ( Ralph S. Baric) et le prix 81290341 de la National Natural Science Foundation of China (Zheng-Li Shi) et al. 2015-2016.

Il apparaît en outre que, pendant la période d'application des brevets et après la décision de la Cour suprême confirmant que les brevets sur le matériel générique étaient illégaux, le CDC et le NIAID ont conclu des échanges entre les États (y compris, mais sans s'y limiter, la collaboration avec l'Université de Caroline du Nord, Chapel Hill) et avec des pays étrangers pour mener la construction chimérique de nouveaux matériaux de coronavirus avec des propriétés de virulence spécifiques avant, pendant et après la détermination faite par les National Institutes for Health le 17 octobre 2014 que ce travail n'était pas suffisamment compris pour sa biosécurité et les normes de sécurité.

Dans cette enquête, il est présumé que le CDC et ses associés étaient: a) pleinement conscients du travail effectué à l'aide de leur technologie brevetée; b) conclu des accords explicites ou implicites, y compris l'octroi de licences ou toute autre considération; et, c) engagé délibérément un ou plusieurs intérêts étrangers pour poursuivre l'exploitation de leur technologie exclusive lorsque la Cour suprême des États-Unis a confirmé que ces brevets étaient illégaux et lorsque les National Institutes of Health ont décrété un moratoire sur ces recherches.

Selon les informations recueillies, en janvier 2018, l'ambassade des États-Unis en Chine a envoyé des enquêteurs à l'Institut de virologie de Wuhan et a constaté que, «lors des interactions avec les scientifiques du laboratoire WIV, ils ont noté que le nouveau laboratoire manquait sérieusement de techniciens et d'enquêteurs dûment formés nécessaires pour exploiter ce laboratoire à haut confinement. Le Washington Post a rapporté que ces informations étaient contenues dans un câble daté du 19 janvier 2018. Plus d'un an plus tard, en juin 2019, le CDC a effectué une inspection de l'Institut américain de recherche médicale sur les maladies infectieuses de Fort Detrick (ci-après «USAMRIID») et a ordonné il a fermé ses portes après avoir allégué que leur inspection avait révélé des risques pour la sécurité biologique. Un rapport dans la revue Nature en 2003 (423 (6936): 103) ont signalé une coopération entre le CDC et USAMRIID dans la recherche sur les coronavirus, suivie d'une collaboration considérable par la suite. Le CDC, pour ce qui semble être le même type de préoccupation identifié à Wuhan, a choisi de continuer à travailler avec le gouvernement chinois lors de la fermeture des installations de l'armée américaine.

Le CDC a signalé le premier cas de maladie de type SRAS-CoV aux États-Unis en janvier 2020, le Epidemic Intelligence Service du CDC signalant 650 cas cliniques et 210 tests. Étant donné que l'agent pathogène suspecté a été impliqué pour la première fois dans les rapports officiels du 31 décembre 2019, on ne peut que conclure que les CDC: a) disposaient du mécanisme et des moyens nécessaires pour effectuer des tests afin de confirmer l'existence d'un «nouveau coronavirus»; ou, b) ne disposait pas dudit mécanisme et avait faussement communiqué les informations en janvier. Il teste la crédulité pour suggérer que l'OMS ou le CDC pourraient fabriquer et distribuer des tests pour un «nouvel» agent pathogène lorsque leur propre dossier ultérieur sur le développement et le déploiement de tests s'est révélé non fiable.

Vers le 12 mars 2020, dans le but d'enrichir leurs propres intérêts économiques en obtenant des financements supplémentaires des acteurs fédéraux et de la Fondation, le CDC et le Dr Fauci du NIAID ont choisi de suspendre les tests et de classer le COVID-19 uniquement par une présentation capricieuse des symptômes. Sans surprise, cela a été rendu nécessaire par la baisse apparente des cas qui constituaient les critères du Dr Fauci et d'autres pour priver les citoyens de leurs droits au 1er amendement. À l'heure actuelle, la norme selon les épidémiologistes d'État et territoriaux Interim-20-ID-01 pour la classification COVID-19 est:

En ambulatoire ou en télésanté, au moins deux des symptômes suivants: fièvre (mesurée ou subjective), frissons, frissons, myalgie, maux de tête, maux de gorge, nouveaux troubles olfactifs et gustatifs.

OU

au moins l'un des symptômes suivants: toux, essoufflement ou difficulté à respirer OU maladie respiratoire grave avec au moins l'un des symptômes suivants:

* **Preuve clinique ou radiographique de pneumonie, ou**
* **Syndrome de détresse respiratoire aiguë (SDRA).**

ET Aucun autre diagnostic plus probable

Critères de laboratoire pour les rapports

* **Détection de l'ARN du SRAS-CoV-2 dans un échantillon clinique à l'aide d'un test de détection d'amplification moléculaire.**
* **Détection d'un antigène spécifique dans un échantillon clinique.**
* **La détection d'anticorps spécifiques dans le sérum, le plasma ou le sang total indiquant une infection nouvelle ou récente, des méthodes sérologiques de diagnostic sont en cours de définition**

Après avoir infligé de graves préjudices aux citoyens des États-Unis d'Amérique dans des difficultés économiques résultant de leur allégation d'une «épidémie» ou d'une «pandémie», le CDC et le NIAID se sont présentés, ainsi que le président des États-Unis et divers gouverneurs du les États respectifs ont promulgué des normes de levée des conditions en violation du 1er amendement à la Constitution qui servent exclusivement à les enrichir. La présence d'un vaccin ou d'un traitement et, ou, la mise au point de tests - qui profitent uniquement aux éventuels comploteurs et à leurs co-conspirateurs - sont fixées comme condition de la réouverture du pays. Cela semble être une violation sans ambiguïté de la loi Sherman et, dans l'affirmative, devrait être poursuivi immédiatement dans toute la mesure de la loi.

Le CDC et l'OMS ont choisi de s'engager dans un récit d'un nouveau coronavirus - présentant des propriétés qui étaient prévues dans le brevet américain 7,618,802 délivré à Ralph Baric de l'Université de Caroline du Nord Chapel Hill - et, en l'absence de protocoles d'essai, ont choisi d'insister sur le fait que Le SRAS-CoV-2 était l'agent pathogène responsable de conditions compatibles avec un syndrome respiratoire aigu modéré à sévère.

**Constitution des États-Unis:**

**Article premier, section 8, clause 8,**

Promouvoir le progrès de la science et des arts utiles, en garantissant aux auteurs et inventeurs, pour une durée limitée, le droit exclusif de leurs écrits et découvertes respectifs

En renouvelant leurs brevets illégaux le **17 février 2014, le CDC a violé l'article 1, section 8, clause 8 de la Constitution américaine**

En renouvelant leurs brevets illégaux le **17 février 2014, la CDC a délibérément violé la loi en utilisant les fonds des contribuables à la lumière de la décision de la Cour suprême du 13 juin 2013**

**Article premier, section 9, clause 2**,

Qui stipule que «Le privilège du bref d'habeas corpus (un recours en justice contestant les raisons ou les conditions de l'emprisonnement d'une personne) ne doit pas être suspendu, sauf en cas de rébellion ou d'invasion, la sécurité publique peut l'exiger.»

IL N'EXISTE AUCUNE DONNÉE CLINIQUE MONTRANT QUE LA RESTRICTION D'INDIVIDUS EN SANTÉ DISPOSE D'UNE DONNÉE EMPIRIQUE APPUYANT SON UTILISATION. AUCUNE PREUVE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS D'URGENCE N'A ÉTÉ PROPOSÉE À L'EXCEPTION DES DÉCLARATIONS FAITES PAR DES COLLABORATEURS QUI CHERCHENT À BÉNÉFICIER DE VACCINATIONS, DE TESTS OU DE LA COMBINAISON - AUCUN DE CE QUI PEUT ÊTRE ATTENDU RAISONNABLEMENT DONNÉ DES BREVETS ACCORDÉS ET DÉTENUS PAR DES COLLUANTS.

**Les violations de la loi Sherman et de la loi Clayton ne reçoivent et ne dirigent le financement que vers les parties en collusion autour de la violation du brevet illégal du CDC.**

* CDC; NIAID; Université de Caroline du Nord, Chapel Hill; Institut de virologie de Wuhan; National Institutes of Health; Département américain de la santé et des services sociaux; Groupe de travail du président; Gouverneurs sauf le Dakota du Nord, le Nebraska, l'Arkansas, l'Utah, le Wyoming, le Dakota du Sud et l'Oklahoma

**Violation possible du 15 Code américain § 19**

* Le Dr Fauci siège au Conseil de direction de Bill et Malinda Gates • Plan d'action mondial pour les vaccins

**TERRORISME DOMESTIQUE - Toujours en vigueur jusqu'au 15 mars 2020**

**L'article 802 de la USA PATRIOT Act (Pub. L. n ° 107-52) a**élargi la définition du terrorisme pour couvrir le terrorisme «national», par opposition au terrorisme international. Une personne se livre au terrorisme domestique si elle commet un acte «dangereux pour la vie humaine» qui constitue une violation des lois pénales d'un État ou des États-Unis, si l'acte semble avoir pour but: (i) d'intimider ou de contraindre un civil population; (ii) influencer la politique d'un gouvernement par l'intimidation ou la coercition;

Enfin, le maintien de l'ordre actuel, les amendes, les arrestations et le harcèlement dans tout le pays et le CA / comté d'Orange dans cette affaire, violent non seulement le premier amendement «restreignant le droit des personnes à se réunir pacifiquement», mais plus étroitement:

**Titre 18 USC, Section 242 Privation de droits en vertu de la loi:**

**Quiconque, sous le coup d'une loi, d'un statut, d'une ordonnance, d'un règlement ou d'une coutume, soumet volontairement toute personne dans un État, un territoire, un Commonwealth, une possession ou un district à la privation de tout droit, privilège ou immunité garanti ou protégé par la Constitution ou des lois des États-Unis, ou à des peines, peines ou peines différentes, en raison du fait que cette personne est un étranger, ou en raison de sa couleur ou de sa race, qui sont prescrits pour punir les citoyens, seront condamnés à une amende en vertu de la présente titre ou emprisonné pas plus d'un an, ou les deux;**et si des lésions corporelles résultent des actes commis en violation de la présente section ou si de tels actes comprennent l'utilisation, la tentative d'utilisation ou la menace d'utilisation d'une arme dangereuse, d'explosifs ou d'incendie, seront condamnés à une amende sous ce titre ou emprisonnés au plus dix années, ou les deux; et si la mort résulte des actes commis en violation de la présente section ou si de tels actes comprennent un enlèvement ou une tentative d'enlèvement, des sévices sexuels aggravés, ou une tentative de commettre des sévices sexuels aggravés, ou une tentative de tuer, seront condamnés à une amende sous ce titre , ou emprisonné pour une période de plusieurs années ou à perpétuité, ou les deux, ou peut être condamné à mort.

En tant que Patriote concerné, fier Américain et citoyen de ce pays / comté, je soumets volontairement les déclarations ci-dessus pour votre considération. J'affirme que les faits ci-dessus doivent être pris en considération pour la suppression et la suspension immédiates de toutes les mesures illégales, inconstitutionnelles et draconiennes qui continuent de toucher les citoyens. Désormais, toute mesure liée et connue sous le nom de «refuge sur place», de «quarantaine», de travail «non essentiel», de distance sociale et de fermeture des espaces publics sera considérée comme inconstitutionnelle et rien de plus qu'une tentative d '«ingénierie sociale». Enfin, je demande votre soutien et une enquête immédiate à tout fonctionnaire gouvernemental `` assermenté '' aux niveaux local, étatique ou fédéral pour sa complicité délibérée ou en connaissance de cause de ses obligations constitutionnelles au service de son bureau.

Pour terminer, je salue votre correspondance et j'espère que vous prendrez cette question au sérieux au nom de ma famille et de mes concitoyens américains actuellement touchés par les actions «illégales» décrites ci-dessus. Enfin, je soumettrai cette même lettre à tous les représentants des gouvernements locaux, étatiques et fédéraux concernés, y compris le procureur général, pour une action en justice au nom de moi-même et de mes concitoyens.

Cordialement,

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_